

Politique d'inspection

Direction de l'inspection, des services-conseils et du soutien

1. L'OBJECTIF

La politique d'inspection de la Direction de l'inspection, des services-conseils et du soutien (DISCS) est un énoncé de son engagement à contribuer au professionnalisme des organisations policières et des constables spéciaux par la formulation de conseils éclairés aux autorités politiques et administratives qui assument la gestion de ces agents de la paix.

Plus particulièrement, elle précise le cadre légal instituant la DISCS et présente le service d'inspection, sa mission, sa vision et ses valeurs, son rôle, ses responsabilités et ses limites.

2. LE CADRE LÉGAL

La *Loi sur le ministère de la Sécurité publique* (L.R.Q., chapitre M-19.3) confie au ministre de la Sécurité publique des fonctions et des pouvoirs en matière d'organisation policière. En vertu de l'article 9 de cette loi, les responsabilités du ministre consistent, entre autres, à :

- a) assurer ou à surveiller, suivant le cas, l'application des lois relatives à la police;
 - b) favoriser et à promouvoir la coordination des activités policières;
 - c) maintenir un service de documentation et de statistiques pour évaluer l'état de la criminalité et l'efficacité de l'action policière;
- [...]

La DISCS a été instituée par le ministre en réponse aux articles 268 et 269 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., chapitre P-13.1) :

« 268. Le ministre assure un service général d'inspection des corps de police. Ce service assure également le contrôle des constables spéciaux. »

« 269. Le ministre fait procéder à l'inspection des corps de police tous les cinq ans. Il peut également, à tout moment, de sa propre initiative ou à la demande d'une municipalité, d'un groupe de citoyens ou d'une association représentative des policiers, faire procéder à une telle inspection. »

Les articles 270 à 274 précisent les pouvoirs du ministre et des inspecteurs et énoncent les devoirs et obligations des organisations inspectées.

Les articles 275 à 278 déterminent les modalités de mise en place d'une administration provisoire d'un service de police si, à la suite d'une inspection, le ministre est informé d'une situation qui met en péril son bon fonctionnement.

3. LA DIRECTION

Instituée en 1995, la DISCS est une unité qui relève directement du sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité.

3.1 Sa mission, sa vision et ses valeurs

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a pour mission d'assurer le leadership afin que les Québécoises et les Québécois bénéficient d'un milieu de vie sécuritaire propice à leur développement collectif, dans le respect de leurs droits et de leurs libertés individuelles¹.

Découlant directement de la mission ministérielle, celle de la DISCS vise l'atteinte des plus hauts standards d'efficacité des organisations policières et des constables spéciaux.

La DISCS partage la vision du MSP qu'elle a adaptée à sa mission par sa contribution à l'amélioration du sentiment de sécurité des Québécoises et des Québécois en favorisant le professionnalisme de la police et des constables spéciaux au Québec, et ce, dans la mesure de ses moyens.

Ses valeurs s'énoncent en ces termes :

- Objectivité
- Intégrité
- Transparence

3.2 Son rôle et ses responsabilités

La DISCS a pour rôle d'inspecter, à l'intérieur d'un cycle quinquennal, les services de police municipaux

¹ *Plan stratégique 2005-2008*, ministère de la Sécurité publique, 2005, page 7.

et autochtones, ainsi que la Sûreté du Québec. À cette fin, elle procède à des examens systématiques et objectifs, dits « inspections », qui ont pour objectif d'informer, au moyen de rapports, le ministre, les autorités municipales, les services de police ou les autres organismes inspectés, en tout ou en partie, sur :

- le fonctionnement administratif et opérationnel des organisations;
- la pertinence et le rendement des systèmes de contrôle ainsi que la performance des services de police dans l'exécution de leur mandat;
- la qualité des services offerts aux Québécoises et aux Québécois;
- le niveau de formation et de connaissance des membres;
- le respect des lois et des règlements qui régissent les diverses organisations;
- la rigueur avec laquelle sont menées les interventions et les opérations ainsi que la conformité aux règles et pratiques reconnues;
- l'efficacité et l'efficience des organisations;
- tout autre sujet d'intérêt pour le ministre.

La DISCS assure un suivi de la mise en œuvre des recommandations qu'elle formule et informe le ministre de tout litige. Elle travaille de façon concertée avec d'autres instances ministérielles, notamment l'École nationale de police du Québec et la Direction de l'organisation et des pratiques policières, pour favoriser la coordination des activités policières. Elle détermine, entre autres, les activités administratives et opérationnelles qui pourraient nécessiter l'adoption de règlements et de normes, l'élaboration de guides ou de politiques ou toute autre intervention ministérielle.

La DISCS conseille également les gestionnaires dans l'atteinte des buts qu'ils se sont donnés ou qui leur sont fixés par la loi ou par toute autre autorité en leur fournissant l'information, les analyses, les évaluations et les recommandations pertinentes. La DISCS n'intervient jamais dans la gestion courante des entités qu'elle inspecte.

Grâce à l'approche comparative et prospective en vigueur et à l'exploitation de la littérature scientifique générale en matière policière, la DISCS est continuellement à jour en ce qui a trait aux tendances des pratiques policières. Cette démarche se traduit dans l'élaboration de guides d'inspection, dans le caractère pragmatique de ses recommandations, voire dans ses méthodologies d'inspection.

3.2.1 Le principe directeur

La DISCS intervient dans des secteurs où les champs de responsabilité sont multiples, complexes et présentent des niveaux organisationnels variés. Elle fait donc preuve de flexibilité et d'adaptabilité dans ses méthodes d'inspection pour respecter cette diversité.

3.2.2 Les types d'inspections

Selon le mandat, la DISCS peut mener une inspection complète ou thématique.

L'inspection complète requiert un groupe significatif d'inspecteurs qui examinent pendant plusieurs jours l'ensemble des activités d'une organisation.

L'inspection thématique suppose un groupe restreint d'inspecteurs qui analysent pendant quelques jours dans une organisation quelques sujets problématiques d'intérêt. Ce type d'inspection, basé sur une approche de gestion des risques, est généralement privilégié puisqu'il permet rapidement, d'une part, d'obtenir un portrait provincial d'une problématique donnée et, d'autre part, d'apporter des correctifs à l'échelle du Québec.

3.2.3 Les limitations

Lors d'une inspection, si les inspecteurs sont informés d'allégations susceptibles de constituer des infractions de nature disciplinaire, déontologique ou criminelle, elles seront soumises aux autorités compétentes en vue d'un traitement distinct et approprié.

Par ailleurs, il importe d'énoncer qu'en vertu de la loi, les mandats d'enquête ne relèvent pas du champ d'action des inspecteurs.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA POLITIQUE

Cette politique entre en vigueur le

Approuvée par le sous-ministre à la Sécurité publique